

Coronavirus : le travail social en 1ère ligne face aux incohérences et à l'irresponsabilité du gouvernement !

Alors que les médias et le gouvernement alertaient sur les risques de l'épidémie du COVID 19 depuis plusieurs semaines, nous faisons face ces derniers jours à une accélération brutale des mesures de restriction. Nous sommes contraint·es aujourd'hui d'annoncer le report des 4èmes rencontres nationales du travail social en lutte organisées les 21 et 22 mars 2020 à Paris, dans le délai que nous espérons le plus court possible. Nous avons d'abord fait le choix de les maintenir, mais les dernières restrictions annoncées - bien que comportant de nombreuses contradictions - n'en permettent plus l'organisation matérielle : du fait de notre nombre d'une part, faute de lieu susceptible de nous accueillir d'autre part, mais aussi du fait des préconisations de limitation des déplacements. Nous prenons par ailleurs très au sérieux les risques de propagation et les dangers du virus, alors que le pic d'épidémie est encore devant nous.

Un premier état des lieux des mesures prises et des incohérences qu'elles soulèvent en particulier dans notre secteur :

Si la fermeture généralisée des établissements scolaires a été décidée, aucune mesure concernant les établissements d'accueils dans le médico-social n'a été prise. Des centaines de nos collègues vont dans les prochains jours être absent·es des structures, tandis que beaucoup d'autres vont devoir se présenter dans les institutions restées ouvertes telles que les IME, les MECS ou encore les Centres d'Hébergements. Ces institutions regroupent des dizaines, parfois des centaines de personnes susceptibles d'avoir été en contact avec des personnes à risque. Ce que nous dénonçons au

quotidien et depuis plusieurs années est d'autant plus vrai aujourd'hui : la paupérisation, la surpopulation des lieux d'accueil, le manque de moyens financiers et les sous-effectifs ne nous permettent pas d'accompagner les personnes en toute sécurité, et d'assurer nos missions sans prendre de risques sanitaires.

Loin de tirer les leçons de cette désorganisation, certains employeurs lancent des appels au bénévolat et aux étudiant.es stagiaires, auxquels nous nous opposons fermement. Le problème n'est pas l'engagement et le professionnalisme des étudiant.es en travail social mais la reconnaissance par le gouvernement du manque de moyens dans le social et le médico social, et son choix d'appeler au bénévolat plutôt que de débloquer des fonds.

Nous dénonçons, à nouveau dans ce contexte de crise sanitaire, la cacophonie générale que connaît notre secteur. Nombreux témoignages confirment que les structures connaissent des consignes différentes, et que les professionnel·les doivent faire face à des mesures parfois incohérentes, et à un isolement institutionnel. Pour ces raisons, nous rappelons que toute inquiétude pour sa vie ou sa santé est un argument légitime pour faire usage du droit de retrait. Il est nécessaire de rester solidaires et vigilant·es entre nous pour ne pas subir de manière isolée cette situation alarmante.

C'est notamment pour cela que nous avons fait le choix de maintenir un cadre de discussion important ce week-end du 21/22 mars par le biais d'une réunion téléphonique dont le support sera communiqué prochainement.

Les premiers signataires :



Collectif travail social 35
Collectif travail social du gard (30)
Commob travail social IDF
Collectif le social déchaîné (59)
Collectif travail social de l'oise (60)
Collectif les broyés du social (86)
Collectif le social brûle (13)
AG travail social en lutte Grenoble (38)



CGT CEPFI 91
CGT Hôpital Louis Mourier (92)
UL cgt Compiègne (60)



CNT Picardie (60)

Des revendications immédiates pour le social et le médico social, et pour la santé de tou·tes !

«L'unité nationale» est prônée par le gouvernement, et cela quelques jours seulement après le passage en force par le 49-3 de la réforme des retraites, pourtant rejetée par la majorité de la population, et après 2 mois de grèves intenses, et des conflits sociaux répétés avant cela... Cette «unité nationale» met surtout les salarié·es de tous les secteurs en première ligne en leur demandant un «effort commun», tout en facilitant la vie des entreprises avec des mesures telles que le report des cotisations sociales. Cette démarche témoigne que nos dirigeants n'ont pas prévu de changer de fusil d'épaule et qu'ils n'ont aucune honte à tenir un double discours, demandant aux soignant·es un dévouement sans faille, après avoir orchestré depuis des années la casse des hôpitaux et de l'accès à la santé.

Nous exigeons un débloqué urgent de financements importants et pérennes permettant de répondre aux besoins de chacun pour sa santé. Nous exigeons aujourd'hui la fin d'un système de santé à deux vitesses. À nouveau, nous avons la démonstration que nous ne pouvons pas compter sur nos dirigeants pour prendre en charge notre santé.- Le financement massif et urgent d'un plan pour les hôpitaux, afin de rouvrir tous les services, de les équiper à hauteur des besoins, de recruter massivement et d'ouvrir plus de lits.

Les premiers signataires :



Collectif travail social 35
Collectif travail social du gard (30)
Commob travail social IDF
Collectif le social déchaîné (59)
Collectif travail social de l'oise (60)
Collectif les broyés du social (86)
Collectif le social brûle (13)
AG travail social en lutte Grenoble (38)



CGT CEPFI 91
CGT Hôpital Louis Mourier (92)
UL cgt Compiègne (60)



CNT Picardie (60)

Face à ces incohérences massives quant à la gestion de cette crise sanitaire nos revendications les plus urgentes sont :

- Le financement massif et urgent de recrutements pour nos services sociaux et médico sociaux dont les sous-effectifs ne sont plus à démontrer en dehors de toute crise sanitaire.
- La mise à disposition immédiate et gratuite du matériel de prévention nécessaire à l'ensemble de la population et le financement de dépistages généralisés pour l'ensemble des établissements accueillants encore du public tels que nos institutions.
- La mise à l'abri de toute personne sans domicile et la non-remise à la rue des personnes en vue d'un logement pérenne et non la seule prolongation de la trêve hivernale.
- La levée des contrôles des bénéficiaires concernant leurs prestations sociales.
- Le respect du droit de retrait et la validation automatique de l'usage de celui-ci ainsi que le maintien des salaires en toutes circonstances.

En toutes circonstances, organisons-nous!

Pour dresser un état des lieux plus précis de la situation dans nos services, pour nous organiser nationalement pour y répondre, et pour préparer le report de nos rencontres nationales du travail social en lutte, retrouvons-nous tous et toutes en ligne, ce samedi, à 14h (modalités techniques et support de connexion à venir!)



Rappelons comment étaient traités nos «héros» défendant les hôpitaux il ya de ça quelques mois!